



## Les syndicats proposent à la FIFA une mission conjointe sur les abus contre les travailleurs au Qatar

Geplaatst op maandag 07 oktober 2013 | 

 SHARE

***La Confédération syndicale internationale est en train de mettre sur pied une équipe d'experts chargés d'inspecter les lieux de travail et les camps où sont logés les travailleurs au Qatar pour évaluer et rendre compte des conditions de vie et de travail des effectifs engagés dans le cadre des préparatifs pour la Coupe du monde de 2022.***

La proposition soumise à la FIFA à la veille de la réunion de son comité exécutif vise à créer des conditions propices à l'établissement de lois et de protections sur les lieux de travail, pour endiguer les taux élevés de mortalité au travail au Qatar où 4000 personnes risquent de perdre la vie avant le coup d'envoi du Mondial 2022.

« À ce jour, l'inspection du travail au Qatar a échoué lamentablement et l'annonce du gouvernement qu'il prévoyait d'affecter de nouveaux effectifs à un système défaillant est futile. La FIFA doit clairement faire entendre au Qatar que la Coupe du Monde de 2022 ne peut avoir lieu si les droits des travailleurs et les normes du travail ne sont pas respectés. Sauver la vie à des travailleuses et travailleurs fait partie du quotidien des syndicats. Aussi, la FIFA devrait-elle se réjouir du fait que de telles compétences puissent être mises à contribution au Qatar », a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale.

Des travailleurs originaires d'Asie du Sud, notamment de l'Inde, du Népal, du Sri Lanka et des Philippines et, de plus en plus, d'Afrique sont recrutés pour fournir de la main-d'œuvre pour la construction des infrastructures et des installations nécessaires à la tenue de la Coupe du monde au Qatar, dont la valeur se compte en milliards de dollars. Environ 500000 travailleurs supplémentaires devraient rejoindre les rangs des quelque 1,2 million d'ouvriers qui sont déjà sur place et qui vivent et travaillent dans des conditions dangereuses.

« Le système restrictif du parrainage pour l'obtention de visas auquel sont soumis tous les travailleurs migrants au Qatar lie ces derniers à leurs employeurs et ne leur accorde aucune liberté ou indépendance pour s'ouvrir sans crainte de leurs conditions de travail. Ce n'est qu'en accordant aux travailleurs une voix indépendante qui leur permette de soulever leurs préoccupations que nous pourrons éradiquer les abus généralisés perpétrés contre les travailleurs au Qatar », a dit Sharan Burrow.

La CSI en appelle au comité exécutif de la FIFA à :

- Inclure les droits des travailleurs dans les conditions d'éligibilité pour la tenue de la Coupe du monde au Qatar en 2022 ;
- Inclure les droits des travailleurs et les conditions du travail au Qatar en tant que point permanent de l'ordre du jour de la réunion de son comité exécutif ;
- Consentir à une mission d'enquête conjointe sur les violations des droits des travailleurs et les morts de travailleurs au Qatar et divulguer l'intégralité des résultats aux fans de football, au public et aux familles des travailleurs morts ;
- Suivre le traitement et les droits des travailleurs au Qatar et veiller à ce qu'il soit fait appel à des entreprises de recrutement responsables pour l'embauche des travailleurs nécessaires pour pourvoir aux postes de la Coupe du monde.

L'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), fédération syndicale internationale qui représente les travailleurs de la construction, dépêchera une mission d'enquête au Qatar le 7 octobre. La mission réitérera au gouvernement du Qatar, aux entreprises de construction et à leurs sous-traitants les obligations qui leur incombent eu égard au respect des normes et principes internationaux en matière de travail décent.

« Les révélations qui ont fait surface cette semaine concernant les conditions de travail au Qatar ne représentent qu'une fraction des abus que subissent les travailleurs au Qatar. Les footballeurs, les ouvriers de la construction et les personnels domestiques sont dépourvus de tout recours car leurs employeurs détiennent leurs passeports et leurs visas de travail et ils ne sont pas autorisés à quitter le pays sans la permission de l'employeur », a indiqué Sharan Burrow.

Rencontre avec les médias:

**Quoi?** L'IBB et son affiliée suisse UNIA diffuseront le message « Carton rouge pour la FIFA ; Pas de Coupe du monde sans respect des droits des travailleurs ».

**Quand?** 13h30 à 14h00, jeudi 3 octobre 2013

**Où?** FIFA-Strasse 20 8044 Zurich, Suisse

CSI - 3 octobre 2013

La CSI représente 175 millions de travailleurs/euses à travers 315 organisations affiliées nationales dans 156 pays et territoires.

Suivez-nous sur le web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>